

## Minerval plus cher, études plus courtes

Augmenter le minerval en échange d'études (un peu) moins longues, voilà qui pourrait, aux yeux d'un économiste, améliorer sensiblement le financement et la qualité de l'enseignement universitaire.

Au début des années 2000, j'avais suggéré avec des collègues économistes de l'UCL qu'un relèvement du minerval en Communauté française pouvait être envisagé, à condition toutefois d'y associer des mesures comme le relèvement des bourses et surtout l'étalement du paiement via des prêts étudiants contingents, c.-à-d. dont le remboursement n'intervient que si le revenu est supérieur à celui d'un travailleur non diplômé de l'enseignement supérieur... La réaction, quasi unanime, fut celle du rejet! On pourrait discuter longuement le caractère fondé de cette réaction, ainsi que de la crainte qui la sous-tend. Prenons ici simplement acte du fait qu'il existe, en Communauté française de Belgique, une forte préférence pour le maintien du caractère majoritairement public du financement de l'enseignement supérieur, ainsi qu'une croyance forte qu'il s'agit du meilleur moyen d'en assurer le caractère démocratique. Relevons plutôt un curieux paradoxe. Des décisions - soit bien plus que des propositions émanant d'académiques - de relèvement du coût privé des études ont été prises au cours des 30 dernières années. Nous visons les mesures successives d'allongement du nombre d'années d'études nécessaires à l'obtention d'un diplôme supérieur. Or ces décisions n'ont suscité pratiquement aucune réaction hostile, ni même inquiétude.

### Plus long, plus cher

À partir du milieu des années 1980, la durée minimale des études du supérieur court a été portée de 2 à 3 ans. Plus récemment, la réforme de Bologne a initié une dynamique qui fait du master en 5 ans le diplôme universitaire de référence. Dans un futur proche, la formation des régents et instituteurs passera vraisemblablement à 5 ans...

Aux yeux d'un économiste, l'effet premier et incontournable d'un allongement des études est d'en augmenter le coût privé. Il y a tout d'abord le minerval pour la ou les années supplémentaires. Mais ce n'est pas le plus important - il est aujourd'hui de 837 euros/ an maximum. Car il faut ajouter les frais de subsistance, soit le surcoût au quotidien associé au fait d'être étudiant (kot, nourriture, vie sociale, transport campus/domicile...). Les services sociaux de l'UCL estiment ce montant à 4.000 euros/an. Il faut enfin ajouter le coût d'opportunité correspondant au manque à gagner salarial.

Car allonger les études, c'est reporter le moment où l'on décroche son premier emploi. Le salaire annuel net qu'un titulaire d'un bac peut espérer, en début de carrière, excède actuellement 18.000 euros.

Celui d'un détenteur d'un master débutant est en moyenne de 24.000 euros.

Sans le dire, et sans que grand monde ne s'en préoccupe, les réformes intervenues depuis le milieu des années 1980 ont donc augmenté le coût privé d'un diplôme, dans des proportions infiniment plus importantes que tout ce qui a pu être suggéré par les économistes, via le relèvement du minerval; lequel focalise à tort toutes les attentions.

Ces réformes ont été menées à budget public relativement constant.

Elles ont dès lors accentué la diminution de la dépense par étudiant-année, compromettant la capacité des institutions à offrir significativement plus de contenus par rapport aux anciens programmes.

Tout cela a-t-il vraiment beaucoup de sens? Ne serait-il pas préférable de s'atteler à réduire la durée cumulée des études (par exemple de 6 mois en moyenne) pour limiter le manque à gagner salarial et les coûts de sub-

sistance, en échange d'une augmentation du minerval dont notre enseignement supérieur a bien besoin pour préserver sa qualité. Dans ce cas de figure, même en portant le minerval à 3000 euros/an, le coût privé total du diplôme (minerval + coût de subsistance + manque à gagner salarial) diminuerait sensiblement.

L'impossibilité de déboursier ce montant pendant les études pourrait être aisément contournée en commuant le minerval en prêt étudiant contingent.

Ajoutons enfin que des études sensiblement moins longues contribueraient aussi probablement au relèvement de notre faible taux d'emploi global.

**Vincent Vandenberghe**  
**professeur à l'Economics School of Louvain et membre de l'IRES.**

---

Copyright &acute; L'Echo